











CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Transports sanitaires à la charge d'un établissement
de l'UGECAM Occitanie, Centre médical de
l'EGREGORE (30)**

UGECAM OCCITANIE
515 Avenue Georges Frêche
CS 20004
34174 CASTELNAU-LE-LEZ Cedex

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Transports sanitaires à la charge d'un établissement de l'UGECAM Occitanie, Centre médical de l'EGREGORE (30)
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel	5
5 - Durée et délais d'exécution	7
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	7
5.2 - Durée du contrat	7
5.3 - Reconduction	7
6 - Prix	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
6.2 - Modalités de variation des prix	9
7 - Garanties Financières	9
8 - Avance	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	9
8.2 - Garanties financières de l'avance	10
9 - Modalités de règlement des comptes	10
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement	10
9.3 - Délai global de paiement	11
9.4 - Paiement des cotraitants	11
9.5 - Paiement des sous-traitants	12
10 - Conditions d'exécution des prestations	12
11 - Développement durable	12
12 - Constatation de l'exécution des prestations	13
12.1 - Vérifications	13
13 - Maintenance	14
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	16
15 - Pénalités	16
15.1 - Pénalités de retard	16
16 - Assurances	16
17 - Clause de réexamen	17
18 - Résiliation du contrat	17
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	17
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18
19 - Règlement des litiges et langues	18
20 - Dérogations	18

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent **Transports sanitaires à la charge d'un établissement de l'UGECAM Occitanie, Centre médical de l'EGREGORE (30)**

Le présent CCTP concerne la réalisation de prestations de transports sanitaires à la charge de 1 établissement de l'UGECAM Occitanie, Centre médical de l'EGREGORE (30)

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :
Occitanie

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (Annexe 1 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations, Annexe 2 : BPU Lot 1, BPU Lot 2 et BPU Lot 3)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (Annexe 1 : Fiche de renseignements, Annexe 2 Fiche hygiène, Annexe 3 Cadre de réponse technique)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- L'arrêté du 19 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 21 octobre 2011 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique et financière du titulaire

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour l'exécution du service, objet du présent contrat, le titulaire s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour les finalités de la prestation qui font l'objet du contrat.
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'UGECAM Occitanie. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'UGECAM Occitanie. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'UGECAM Occitanie de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat : s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
6. Demander l'autorisation à l'UGECAM Occitanie pour faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Il doit informer préalablement et par écrit l'UGECAM Occitanie de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'UGECAM Occitanie dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses

objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'UGECAM Occitanie n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

7. Droits d'informations des personnes concernées. Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le l'UGECAM Occitanie avant la collecte de données.

8. Exercice des droits des personnes. Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider l'UGECAM Occitanie à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'UGECAM Occitanie et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet des prestations prévues par le présent contrat.

9. Notification des violations de données à caractère personnel Le titulaire notifie à l'UGECAM Occitanie toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : dpo.ug-oc@ugecam.assurance-maladie.fr Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'UGECAM Occitanie, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. Après accord de l'UGECAM Occitanie, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'UGECAM Occitanie, les violations de donnée à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques. La notification contient au moins : la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ; le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ; la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ; la description des mesures prises ou que le l'UGECAM Occitanie propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives. Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Après accord de l'UGECAM Occitanie, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'UGECAM Occitanie, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique. La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins : la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ; le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ; la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ; la description des mesures prises ou que l'UGECAM Occitanie propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

10. Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'UGECAM Occitanie de ses obligations Le titulaire aide l'UGECAM Occitanie pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques

et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par son code de conduite, sa certification, etc.

12. Désignation d'un DPO Le titulaire s'engage à communiquer à l'UGECAM Occitanie le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du règlement européen.

13. Registre des catégories d'activités de traitement Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement de l'UGECAM Occitanie contractant pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données de l'UGECAM Occitanie

- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable de traitement

14. Documentation Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

15. Sort des données Au terme du contrat, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'UGECAM Occitanie. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 02/01/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 04/01/2027.

5.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont unitaires, c'est-à-dire que chaque course sera facturée.

Le tarif appliqué s'obtient en appliquant aux tarifs des transports sanitaires agréés (tarifs applicables depuis le 07/11/2023 pour les ambulances et depuis le 07/11/2023 pour les VSL), ainsi qu'aux tarifs préfectoraux (Hérault et Pyrénées-orientales) des taxis arrêtés annuellement par décisions ministérielles et préfectorales et publiés aux Journaux Officiels, un taux de minoration ferme pour toute la durée du marché.

Le tarif de base de facturation sera celui en vigueur au moment du transport.

L'offre remise fait apparaître expressément la remise en pourcentage consenti sur les dits tarifs. Lorsque plus de la moitié du temps de la course en charge est effectuée de nuit, le tarif "nuit" correspondant s'applique intégralement. Il ne s'applique pas dans le cas contraire.

Les prix du transport comprennent :

- la mise à disposition du véhicule, de l'équipement et de l'équipage agréés.
- la fourniture et le lavage de la literie (draps, couvertures, etc.) pour le transport en ambulance.
- le respect des règles d'hygiène indiquées à l'annexe 2 du présent CCTP s'imposent.
- La fourniture de l'oxygène en cas de besoin.
- le nettoyage systématique du véhicule après chaque transport, et sa désinfection si nécessaire.
- la prise en charge du patient au lieu de la demande.
- le transport du patient jusqu'au lieu de destination indiqué lors de la demande.
- le brancardage au départ et à l'arrivée du patient.

1) Lorsque le siège du titulaire n'est pas sur le territoire d'une des communes listées au complément 4 de l'annexe 1 de la convention nationale des transporteurs sanitaires privés, le prix du transport comprend un forfait départemental ou « minimum de perception », un tarif kilométrique et toute éventuelle majoration.

Le forfait départemental ou minimum de perception prend au maximum une des valeurs indiquées pour la zone (A, B, C, D) dans laquelle se situe le siège social du titulaire.

Le tarif kilométrique figure dans le bordereau de prix unitaires (annexes 1, 2 et 3 à l'acte d'engagement) si le titulaire a proposé une remise, le prix remis s'applique à la distance parcourue en charge avec le patient, déduction faite des trois premiers kilomètres compris dans le minimum de perception.

2) Lorsque le siège du titulaire se situe sur le territoire d'une des communes listées au complément 4 de l'annexe 1 de la convention nationale, ce forfait est remplacé par un forfait agglomération, incluant les trois premiers kilomètres en charge parcourus.

Les kilomètres en charge parcourus au-delà de trois sont facturables au tarif remis prévu dans le bordereau de prix unitaires.

3) Les frais de péage seront remboursés intégralement sur présentation des justificatifs et uniquement pour le parcours en charge.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (001763666 (n) / 001763666 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, - Pour les ambulances et les VSL, les prix sont révisables en fonction des textes précisant la tarification des professions de santé conventionnées avec les caisses d'assurance maladie et plus particulièrement l'annexe tarifaire concernant la profession , est l'index 001763666 « Indice des prix à la consommation - Services de transport ».

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée en une seule fois au titulaire, lorsque le montant minimum de l'accord-cadre est supérieur à 50.000 € HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant minimum de l'accord-cadre si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant minimum divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant minimum de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande

publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du contrat, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS. En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité à transmettre ses factures sous forme électronique.

Le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'UGECAM OCCITANIE informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'UGECAM OCCITANIE informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET de l'établissement à facturer :

SIRET des différents établissements :

SIEGE : 424 596 492 00159

CRIP : 424 596 492 00050

C.M.E.E. FONTCAUDE: 424 596 492 00035

"CSRE ALEXANDRE JOLLIEN Lamalou": 424 596 492 00118

"CSRE ALEXANDRE JOLLIEN Béziers Sète": 424 596 492 00183

CLINIQUE MEDICALISEE DU MAS DE ROCHET: 424 596 492 00043

LA TOUR DU CRIEU : 424 596 492 00142

POLE MEDICO-SOCIAL CERDAN: 424 596 492 00068

M.E.C.S. DE CASTELNOUVEL: 424 596 492 00126

C.S.S.R. LE VALLESPYR : 424 596 492 00084

Centre médical l'Egrégore : 424 596 492 00175

- Le code service : NEANT ne rien renseigner
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur

l'acte d'engagement du présent marché/accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Les factures comporteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article L613-7 du Code de la sécurité sociale.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

UGECAM OCCITANIE Lot 1
563 Avenue Georges Frêche
BP 59
34172 CASTELNAU-LE-LEZ Cedex

UGECAM OCCITANIE + FONDATION AUDAVIE Lot 2
231 Chemin du Sémaphore
30820 CAVEIRAC

UGECAM OCCITANIE Lot 3
230 Rue de la Méditerranée
66160 LE BOULOU

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le prestataire doit assurer une formation initiale et continue aux agents sur les techniques de bionettoyage, avec un accent particulier sur les normes sanitaires et la gestion des produits écologiques.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les équipements utilisés pour le bionettoyage doivent respecter les normes d'efficacité énergétique les plus strictes et être classés A++ selon les critères de consommation d'énergie

Le titulaire doit utiliser exclusivement des produits d'entretien portant un label écologique reconnu

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Pour toutes les prestations de transports sanitaires objet du présent marché public (ambulances ou V.S.L.) un agrément pour assurer ce transport est obligatoire. Les titulaires devront, à tout moment durant l'exécution de l' accord-cadre à bons de commande , être en mesure, sur simple demande des établissements, d'apporter la preuve de leur agrément (selon les dispositions définies par la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 et les décrets n° 87-964 et 87-965 du 30 novembre 1987, modifiés par décrets n° 94-1208 1994-12-29 art. 1 du 31 décembre 1994 et par le décret n°96-176 du 4 mars 1996 - art. 1 du 9 mars 1996).

Le titulaire s'engage à aviser dans les meilleurs délais l'établissement de tout changement susceptible d'intervenir quant à l'agrément de son entreprise et à la qualification et l'effectif de ses agents.

De même, le titulaire devra pouvoir, à tout moment, justifier des titres et qualifications requis des membres de son personnel dans le cadre de la réglementation précitée.

Notamment, il devra pouvoir justifier, pendant toute la durée de l'accord-cadre à bons de commande, de la validité du certificat pour la conduite des voitures d'ambulances de l'ensemble de son personnel (attestation délivrée par le Préfet après examen médical dans les conditions définies au Code de la route).

Les véhicules de l'entreprise, conformément aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 1987, devront régulièrement être soumis à l'inspection des services de l'Agence Régionale de Santé chargés, de vérifier la bonne réalisation des contrôles des véhicules affectés aux transports sanitaires.

Des contrôles ponctuels en termes d'hygiène et de désinfection pourront être pratiqués par l'établissement.

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industries, de commerce ou d'exploitation.
- Pour vol et détérioration du matériel de l'établissement dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

L'établissement exercera le contrôle du respect des normes décrites ci- dessus.

En cas de manquement grave de l'entreprise aux conditions et obligations fixées par ce Cahier des Clauses Particulières, l'accord-cadre à bons de commande sera résilié dans les conditions fixées à l'article 10.3 - Résiliation - du présent CCP.

Il avisera, par ailleurs, le Directeur de l'Agence Régionale de Santé de toute infraction relevée à la réglementation.

13 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire à compter du lundi 05 janvier 2026.

Les conditions de cette maintenance sont les suivantes :
Transports Sanitaires en ambulance et Véhicules Sanitaires Légers (VSL)

Ces véhicules doivent être conventionnés par l'Assurance Maladie.

Le prestataire utilisera des véhicules conformes à la réglementation en vigueur.

Le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres.

Le titulaire est responsable de l'entretien de ses véhicules qui doivent être préservés à tout instant en état de marche, par un contrôle journalier et une maintenance indispensable à leur bon fonctionnement.

Le titulaire laisse toute facilité au Pouvoir Adjudicateur pour contrôler et s'assurer du respect de ces dispositions en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de panne ou d'incident non prévisible ayant empêché l'exécution du service, le titulaire devra en informer l'établissement prescripteur au plus tôt et au maximum dans le quart d'heure suivant.

Le titulaire doit prévoir une solution de repli conforme au transport initialement commandé (autre ambulance, sous-traitance au choix).

En cas de non-exécution du service du fait du transporteur, aucune rémunération ne sera due.

Les matériels biomédicaux et paramédicaux utilisés par le titulaire pour assurer la prestation doivent être conformes à la réglementation relative aux dispositifs médicaux. Les matériels utilisés bénéficient impérativement du marquage CE. Les certificats de marquage CE délivrés par un organisme notifié devront être fournis par le titulaire sur simple demande de l'un des établissements.

La maintenance préventive et corrective ainsi que l'entretien des matériels biomédicaux et paramédicaux sont assurés par le titulaire de façon régulière, afin d'éviter tout dysfonctionnement des matériels.

A titre général, le titulaire prend toute mesure corrective et préventive de nature à améliorer la qualité des prestations.

L'établissement se réserve le droit de demander au titulaire la liste des vérifications réglementaires.

Les transports des patients en ambulances et véhicules sanitaires légers devront être exécutés dans des véhicules répondant aux normes actuelles en matière de confort et de sécurité.

Ces véhicules devront correspondre à ceux qui sont déclarés et agréés auprès de l'Agence Régionale de Santé.

▫ Contenu des véhicules :

Pour les transports en ambulance, les titulaires de l'accord-cadre à bons de commande devront mettre à la disposition deux personnes dont l'une sera obligatoirement titulaire du Certificat de Capacité d'Ambulancier et l'autre, titulaire du Brevet National de Secourisme ou du permis de conduire ambulancier.

Les ambulances mises à disposition des établissements sont équipées des appareils prévus par la réglementation en vigueur. La société prestataire doit disposer du matériel nécessaire à la mise en œuvre des précautions standard (tenue professionnelle, hygiène des mains par friction hydro alcoolique ...) et des

mesures particulières (gants, draps, masque adapté ...) Elle fournit le linge (draps, alèses, couvertures) nécessaire au transport.

Les véhicules doivent être équipés de pied à perfusion pour permettre le cas échéant d'assurer la continuité du traitement.

▫ Transports à assurer :

La Société du titulaire doit assurer :

▫ Les transports de patients de l'établissement prescripteur vers un autre établissement ou un cabinet médical (aller et/ou retour).

▫ Les transports pour un transfert hospitalisation

Il est rappelé que les transports sanitaires du Centre Médical l'Egrégore - AUDAVIE sont commandés par le Centre mais, conformément à la circulaire N°DGOS/R2/DSS/1A/CNAMTS/2013/262 du 27 juin 2013 relative à la diffusion du guide de prise en charge des frais de transport de patients et à l'article L162-22-6 du Code de la sécurité sociale, ceux-ci sont à la charge financière de l'Assurance Maladie (CPAM).

▫ Transports exclus :

Il en résulte que les transports de patients sortant définitivement de l'établissement (retour à domicile, hospitalisation de plus de 48h et soins itératifs concernant la dialyse, la chimiothérapie et la radiothérapie) sont exclus du champ d'application de cet accord-cadre à bons de commande.

Pour information complémentaire :

Il est rappelé que les transports secondaires consécutifs à des suivis post-opératoires (consultations et examens divers) prescrits par une structure hospitalière autre que celle où séjourne le patient restent à la charge du service prescripteur conformément à la loi ou à la circulaire n°DGOS/R2/DSS/1A/CNAMTS/2013/262 du 27 Juin 2013.

Néanmoins, lorsque le patient sortant ne sera pas à même d'exprimer un choix, il lui sera proposé (ou à la personne de confiance désignée) de faire appel au Titulaire pour assurer le transport à la charge de l'Assurance Maladie.

▫ Transports sanitaires urgents de nuit :

Soit de 20 h à 8 h 7 jours sur 7 jours : Le médecin de l'établissement contactera le Centre 15 qui se chargera d'assurer et d'adapter le transport sanitaire à l'urgence (soit en contactant la société de transports sanitaires de garde : ADRU, soit en envoyant le SMUR et/ou SAMU).

▫ Transports sanitaires urgents de jour les dimanches et les jours fériés :

Soit de 8 h à 20 h : Le médecin de l'établissement contactera le Centre 15 qui se chargera d'assurer et d'adapter le transport sanitaire à l'urgence (soit en contactant la société de transports sanitaires de garde : ADRU, soit en envoyant le SMUR et/ou le SAMU).

Le transport s'effectuera dans les délais les plus rapides et par les voies les plus directes, dans le cas du recours à l'autoroute les justificatifs de péages seront joints à la facture du transport.

A noter : Dans l'hypothèse où le titulaire se trouverait dans l'impossibilité de répondre à la demande, il lui appartiendrait de confier à un prestataire agréé la course commandée, à charge pour lui également d'en aviser le service demandeur sous peine de pénalité.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00/100 de la valeur HT des prestations en retard.

Dans le cas des transports non programmés prévues à l'article 4.2 du CCP, des pénalités pourront être appliquées dès lors que le délai entre l'appel par l'établissement et la prise en charge effective du patient excèdera une heure.

Dans le cas des transports programmés, les pénalités de retard seront dues selon le tableau ci-dessous. Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, les pénalités de retard seront calculées, sur le transport incriminé, selon le mode suivant :

RETARD TITULAIRE: Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande a un retard supérieur à 30 minutes par rapport à l'heure prévue de prise en charge du patient

PENALITE : L'Etablissement pourra réclamer une indemnité maximale de 10 % du montant du transport

En cas de changement de référent non signalé à l'établissement dans les délais prescrits par le présent CCP (article 1.4), une pénalité de 50 € HT par jour de retard.

[illegible]

PÉNALITÉS

En outre si le titulaire fait appel à l'un de ces confrères pour assurer un transport qu'il ne peut effectuer (article 5.3 du CCP) et qu'il ne prévient pas l'établissement concerné, une pénalité de 75 € HT par transports non indiqués à l'établissement.

Si le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre à bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa

police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à souscrire une police d'assurance « responsabilité civile et professionnelle » couvrant tous les risques matériels et corporels causés aux tiers.

Cette assurance doit notamment garantir les personnes, matériels, documents et produits transportés.

Si la police d'assurance comporte une clause de franchise, l'entreprise doit prendre intégralement à sa charge les frais résultant de tout dommage.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Clause d'ajout de nouvelles prestations dans le BPU

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours d'exécution jusqu'à la date effective de résiliation et de les rendre conformes aux modalités définies dans le présent cahier des clauses particulières. En tout état de cause, seules les prestations

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.

2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal de Grande Instance de Montpellier est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 32 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services